

DOMINIQUE NEUMAN

AVOCAT

1535, RUE SHERBROOKE OUEST
REZ-DE-CHAUSSÉE, LOCAL KWAVNICK
MONTRÉAL (QUÉ.) H3G 1L7
TÉL. 514 849 4007
COURRIEL energie @ mlink.net

MEMBRE DU BARREAU DU QUÉBEC

Montréal, le 27 février 2020

M^e Véronique Dubois, Secrétaire de la Régie
Régie de l'énergie
800 Place Victoria
Bureau 255
Montréal (Qué.) H4Z 1A2

Re: Dossier RDÉ R-4041-2018.

Programme GDP-Affaires d'Hydro-Québec Distribution (HQD).

Suivi de la recommandation de *Stratégies Énergétiques (S.É.)* concernant la Phase 2 et réponse à la proposition [B-0061 du 26 février 2020](#) d'Hydro-Québec Distribution de la reporter à l'année 2025-2026.

Chère Consœur,

Stratégies Énergétiques (S.É.) est opposée à la proposition [B-0061 du 26 février 2020](#) d'Hydro-Québec Distribution de reporter à l'année 2025-2026 la Phase 2 prévue au présent dossier.

Nous référons à cet égard le Tribunal à [notre lettre C-SÉ-0014 du 9 décembre 2019](#).

Plus spécifiquement, nous soumettons que la proposition [B-0061 du 26 février 2020](#) d'Hydro-Québec Distribution de reporter à l'année 2025-2026 la Phase 2 est mal fondée non seulement quant à son opportunité mais est également mal fondée en droit.

En effet, aujourd'hui le Programme GDP Affaires n'est pas une option tarifaire. C'est un programme.

Dans sa [décision D-2019-164](#) du 2 décembre 2019, la Régie avait exprimé le vœu qu'ultérieurement ce Programme devienne une option tarifaire. Mais ce vœu ne pourra pas se réaliser, en principe avant l'année 2025-2026 car, depuis le 8 décembre 2019, la [Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité, L.Q. 2019, c. 27](#) l'en empêche.

Par conséquent, le Programme GDP continue, encore aujourd'hui, d'être un Programme, au moins jusqu'en 2025-2026.

Et la Régie a le pouvoir de le modifier.

Il suffit donc, pour le Tribunal, d'apporter une légère modification à sa [décision D-2019-164](#) pour que la Phase 2 du présent dossier puisse procéder et, en premier lieu, qu'Hydro-Québec Distribution puisse déposer des modifications à ce Programme afin de répondre aux vœux exprimés par la Régie dans ladite décision.

Une fois la proposition d'Hydro-Québec Distribution déposée quant à ce Programme, il appartiendra à la Régie de déterminer les critères qui lui apparaîtront les plus opportuns pour la juger au mérite. Entre autres, pour juger ce Programme à son mérite, **il sera loisible au Tribunal de décider ou non de s'inspirer des critères qu'elle a utilisé historiquement pour juger au mérite d'autres sujets** (ces autres sujets pouvant être par exemple : a) les options tarifaires, b) les moyens d'approvisionnement, c) les programmes de transition, innovation et efficacité énergétiques, d) etc.). La [décision D-2019-164](#) fournit un guide à cet égard.

Ainsi, dans [notre lettre C-SÉ-0014 du 9 décembre 2019](#), *Stratégies Énergétiques (S.É.)* soumettait respectueusement qu'il est faisable et opportun pour la Régie de procéder tel que prévu à la Phase 2 du présent dossier, en continuant de qualifier le *Programme GDP-Affaires* comme étant un moyen d'approvisionnement visé par l'article 72 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*, sans qu'une qualification juridique additionnelle soit nécessaire, et d'en examiner les modifications envisagées dans la [décision D-2019-164](#), en évaluant les modalités de ce *Programme* selon les principes énoncés dans cette décision.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions, Chère Consœur, de recevoir l'expression de notre plus haute considération.



Dominique Neuman, LL.B.
Procureur de *Stratégies Énergétiques (S.É.)*

c.c. La demanderesse et les intervenants, par le *Système de dépôt électronique* de la Régie.